



2013

ARGUMENTAIRE

LA CGT PROPOSE

**SALAIRE
EMPLOI
RETRAITE
TRAVAIL
INDUSTRIE
SERVICE PUBLIC**

Vous avez entre les mains un argumentaire composé de fiches thématiques.

Ce matériel a pour objectif de mettre à votre disposition quelques repères et propositions de la CGT pour aller à la rencontre des syndiqué-e-s, des salarié-e-s.

Nous avons décidé d'occuper le terrain tout l'été, d'engager le débat à partir des réalités de travail, de vie et de faire connaître nos propositions pour être plus forts dès la rentrée.

Beaucoup de salariés doutent des alternatives à opposer à cette crise qui n'en finit pas, de notre capacité collective à rompre avec les politiques d'austérité pour changer la donne et gagner des avancées sociales.

La campagne idéologique orchestrée pour nous convaincre que le coût du travail est l'obstacle majeur pour renouer avec la croissance et la compétitivité du pays, pèse dans les têtes.

Ce matériel n'a pas l'ambition de reprendre l'ensemble les repères revendicatifs et des propositions de la CGT.

Nous l'avons voulu accessible et pratique, en intégrant des liens hypertextes.

Il est centré sur des thèmes revendicatifs au centre des préoccupations du monde du travail, des actions engagées sur les lieux de travail et de notre cohérence revendicative.

Notre ambition est qu'il soit utile à la construction de la mobilisation la plus large, la plus unitaire possible et pour gagner une juste répartition des richesses créées par le travail et pour la satisfaction de nos revendications.

Bon courage à toutes et tous

POUR CHANGER LA DONNE LA CGT PROPOSE

Salaire, emploi, conditions de travail, pénibilité, retraite, santé... sont au centre des luttes et de la bataille idéologique menée par le patronat et le gouvernement . Ce qui est en question, c'est la satisfaction des revendications et des besoins, mais aussi les alternatives à construire pour une autre répartition des richesses créées par le travail.

Ils veulent nous faire douter, entretenir la fatalité et la résignation, sur les solutions à mettre en œuvre pour sortir de la crise, pour renouer avec la croissance, satisfaire les urgences sociales.

Le travail est-il un coût qui freine la compétitivité des entreprises ou une richesse au service d'un développement humain durable ?

Pour la CGT pas de doute, c'est le coût du capital qu'il faut réduire.

Seul le travail humain produit des richesses. Le patronat n'a cessé de vouloir réduire les salaires, et le salaire socialisé (ce qui finance, notamment, la protection sociale) nommé improprement « charges sociales ».

En trente ans, la masse salariale des entreprises a été multipliée par 3,6 alors que la somme des dividendes versés aux actionnaires a été multipliée par 20.

Cette évolution s'est faite au détriment de la rémunération du travail, de l'emploi de qualité, des

droits des salariés, mais aussi au détriment des services publics, des politiques publiques, des investissements productifs et de la recherche-développement en particulier dans l'industrie.

Tout cela contribue au déficit de compétitivité de la France.

La CGT considère que le niveau de compétitivité peut être significativement amélioré :

- en réduisant la rémunération excessive du capital ;
- en revalorisant le travail dans toutes ses dimensions (salaires, organisation et conditions de travail, emploi qualifié...) ;
- en consacrant l'essentiel des profits aux investissements, à l'innovation, à la recherche-développement.

La crise c'est eux ! La solution c'est nous !

POUR ALLER PLUS LOIN

http://www.cgt.fr/IMG/pdf/Note_Nasser.pdf

<http://www.ires-fr.org/images/files/EtudesAO/RapportCgtCoutCapitalK.pdf>

SALAIRE

POUR RENOUER AVEC LA CROISSANCE AUGMENTER LES SALAIRES

Grands absents de la conférence sociale, les salaires sont pourtant au centre de la crise que traverse notre pays et la zone euro.

Le patronat n'a de cesse de diminuer la masse salariale, de revendiquer des exonérations sociales et de refuser de reconnaître les qualifications afin de consacrer toujours plus aux activités financières et à la rémunération des actionnaires. Alors que la rentabilité financière des entreprises est en hausse, la faiblesse des salaires, la perte de pouvoir d'achat qui en résultent plombent notre économie.

LES LOGIQUES À L'ŒUVRE

Ce qui handicape la France, ce n'est pas le «coût» du travail mais bien le coût du capital, c'est-à-dire les prélèvements financiers.

- Ainsi, en 1950, pour 100 € de masse salariale, les entreprises versaient 9,5 € de dividendes et 4,5 € de charges d'intérêts.
- Aujourd'hui, pour 100 € de masse salariale, les propriétaires reçoivent 36 € et les créanciers 10.

En France, le prix du travail ne coûte pas si cher que cela.

Le prix du travail en France, y compris les coti-

sations sociales, se situe dans la moyenne des pays qui ont à peu près le même niveau de développement économique et social et au 8^e rang européen. En revanche, elle se situe dans le peloton de tête en ce qui concerne la productivité du travail.

La consommation des ménages compte pour 57 % du PIB. L'évolution du PIB dépend donc largement de cette consommation. Au cours des années 2000, la consommation des ménages explique deux tiers de la croissance de l'activité économique en France.

LES PROPOSITIONS DE LA CGT

Augmenter les salaires et, notamment, porter le Smic à 1700 euros, pour accroître la consommation, doper la croissance et financer la protection sociale.

POUR ALLER PLUS LOIN

http://www.cgt.fr/IMG/pdf/fiche_12.pdf

http://www.cgt.fr/IMG/pdf/fiche_13.pdf

http://www.cgt.fr/IMG/pdf/fiche_14.pdf

http://www.cgt.fr/IMG/pdf/note_salaires.pdf

EMPLOI

POUR LE PLEIN EMPLOI SOLIDAIRE

Sans emploi, point de salut... Sortir de la crise, consolider et préserver notre système de retraites passe par la lutte contre le chômage et le développement de l'emploi de qualité et correctement rémunérés. La part réservée à une rémunération excessive et disproportionnée du capital doit au contraire être utilisée à développer l'emploi qualifié et sa rémunération.

LES LOGIQUES À L'ŒUVRE

- L'emploi et les salaires continuent d'être des variables d'ajustement ;
- Envolée dramatique du chômage et des destructions d'emploi (1 000 chômeurs de plus par jour, 70 000 jeunes chômeurs supplémentaires depuis un an) ;
- Développement de la précarisation du salariat, en particulier en raison de la mise en œuvre de la loi dite de « sécurisation de l'emploi ».

LES PROPOSITIONS DE LA CGT

- Faire le bilan et redéployer les 200 milliards d'aides aux entreprises ;
- Bilan et révision des emplois d'avenir et contrats de génération ;
- Réglementation des stages ;
- Encadrer et limiter les ruptures conventionnelles ;
- Redéfinir le licenciement économique, en particulier en cas de réalisation de profit ou de distribution de dividendes ;
- Reprise de site par les salariés ;
- Pénaliser les entreprises abusant des contrats précaires ;
- Lutter de manière efficace contre le travail informel ;
- Mettre en œuvre d'un plan de recrutement dans la fonction publique ;
- Développer la formation professionnelles initiale et continue ;
- Éradiquer l'illettrisme.

POUR ALLER PLUS LOIN

http://www.cgt.fr/IMG/pdf/Note_eco_n_139_avec_page_de_garde.pdf
<http://www.cgt.fr/Pacte-national-pour-la-croissance.html>
http://www.cgt.fr/IMG/pdf/fiche_5.pdf
http://www.cgt.fr/IMG/pdf/fiche_7.pdf
http://www.cgt.fr/IMG/pdf/fiche_15.pdf
http://www.cgt.fr/IMG/pdf/fiche_16.pdf

RETRAITE

LA PÉRENNITÉ DE NOTRE SYSTÈME SOLIDAIRE PAR RÉPARTITION, C'EST POSSIBLE !

A quel âge pourra-t-on demain partir à la retraite ? Avec quel montant de pension ? Comment assurer durablement le financement du système ? Telles sont les questions que se posent les salariés alors que se profile une nouvelle réforme des retraites.

LES LOGIQUES À L'ŒUVRE

Depuis un quart de siècle, plusieurs réformes ont conduit au calcul de la pension sur les 25 meilleures années, à l'indexation sur les prix et au principe dit de « partage des espérances de vie » qui sert à justifier l'allongement de la durée de cotisation. Or nous observons que l'espérance de vie en bonne santé tend à diminuer (63 ans selon certaines études), et que la durée de cotisation croît plus vite que l'espérance de vie.

La CGT refuse le scénario de réforme proposé par le rapport Moreau (allongement de la durée de cotisation, désindexation sur les prix...) parce qu'il s'inscrit dans les mêmes logiques qu'il va aggraver. Elle défend au contraire l'idée qu'il existe des marges pour financer les retraites. Notamment, une fraude fiscale et sociale massive. D'après le rapport Moreau, il faut trouver 7 Mds € pour financer les retraites, ce qui est faible si on les compare aux 200 Mds € par an consacrés aux aides aux entreprises.

LA CGT PROPOSE

Pour la CGT, il ne peut se concevoir de réforme socialement juste et efficace sans une réforme en profondeur du financement de la protection sociale en général et du système de retraite en particulier. Elle évalue propose :

- D'augmenter la part des richesses créées consacrée au financement des retraites, en faisant contribuer tous les revenus, en prenant des dispositions véritablement efficaces pour l'emploi des salariés de 50 à 60 ans comme pour celui des salariés de moins de 30 ans ;

- De réformer les cotisations patronales qui pourraient être modulées en fonction, notamment, des politiques d'emploi et salariales ;
- D'augmenter les cotisations patronales ;
- De supprimer les exonérations (30 milliards d'euros en 2009).

Enfin pour la CGT, il est urgent de traiter l'égalité femmes/hommes ou la reconnaissance de la pénibilité pour un départ en retraite anticipé.

POUR ALLER PLUS LOIN

<http://www.cgt.fr/IMG/pdf/retraite4pages.pdf>

http://www.cgt.fr/IMG/pdf/fiche_23.pdf

TRAVAIL & SANTÉ

AGIR POUR TRANSFORMER LE TRAVAIL

La dégradation continue des conditions de travail engendre ce qu'il nous faut bien nommer une souffrance au travail. Alors que des millions de salariés sont privés d'emploi, ceux qui sont en emploi souffrent, notamment, de l'intensification du travail.

LES LOGIQUES À L'ŒUVRE

La progression des maladies professionnelles et l'aggravation des accidents du travail renforcent le nombre de salarié(e)s plus rapidement en incapacité de travail et en invalidité.

Victimes de la double peine, ils-elles auront plus d'années de vie en incapacité de travail au sein d'une vie plus courte...C'est l'échec principal de

trente années de politique de santé au travail.

Aussi, on ne peut pas parler de droit à la retraite, du vieillissement sans parler du travail.

Le coût du mal travail est estimé à 4 point du PIB, soit 80 milliards d'euros. C'est un drame humain et un gâchis financier.

LA CGT PROPOSE

Agir sur le travail, porter l'exigence de sa transformation, c'est agir pour et en prévention.

Porter l'exigence du droit d'expression des salariés sur leur travail participe du nécessaire débat sur la qualité du travail et l'exigence du bien travailler.

Utiliser les CHSCT et poser les revendications sur l'organisation et le temps de travail pour combattre toutes les formes de souffrance au

travail est un enjeu humain et économique. Pour la CGT, cette démarche est une des conditions d'un développement humain durable.

La démocratie au travail reste à construire à partir de son contenu, son organisation.

Soigner le travail, c'est répondre tant à l'interrogation sur le « pourquoi je fais » qu'à celle sur le « comment je fais ».

POUR ALLER PLUS LOIN

http://www.cgt.fr/IMG/pdf/fiche_6.pdf

http://www.cgt.fr/IMG/pdf/fiche_7.pdf

http://www.cgt.fr/IMG/pdf/fiche_16.pdf

http://www.cgt.fr/IMG/pdf/fiche_22.pdf

INDUSTRIE

POUR UNE POLITIQUE INDUSTRIELLE AMBITIEUSE

L'industrie de demain ne se construira pas sur des friches industrielles. S'il faut anticiper les nouveaux besoins nécessitant de nouvelles filières, il faut d'abord sécuriser et développer le tissu industriel existant et ses emplois.

LES LOGIQUES À L'ŒUVRE

La désindustrialisation se poursuit et s'accroît : l'industrie ne représente plus que 10% du PIB et 3,2 millions de salariés ; 350 000 emplois industriels ont été détruits en 5 ans,

L'intervention publique en matière de développement économique se résume à une politique d'aide massive sans qu'aucune contrepartie ne soit exigée, ni d'ailleurs de contrôle et d'évaluation.

déficit de politique industrielle, notamment territoriale, de la part de l'État comme du patronat,

- Financiarisation de l'économie : le choix de la rémunération excessive du capital au détriment de l'investissement et de la rémunération du travail plombe le développement des entreprises.

LA CGT PROPOSE

- De stopper les licenciements et la course au moins disant social ;
- De consacrer 3 % du PIB à la recherche et à l'innovation ;
- De réformer la fiscalité sur les entreprises et assurer le financement des activités économiques, notamment par la création d'un pôle financier public et d'un livret d'épargne emploi-industrie ;
- De développer une politique fondée sur un pôle public de l'énergie et un «mix énergétique» ;
- De créer des droits nouveaux d'intervention des salariés (représentation, information, consultation, intervention) pour permettre d'intervenir sur les choix stratégiques des entreprises ;
- De mettre en place une gestion prévisionnelle des stratégies des entreprises, des emplois et des compétences, pour faire face au défi démographique et aux besoins de développement industriel, filière par filière, territoire par territoire.

POUR ALLER PLUS LOIN

http://www.cgt.fr/IMG/pdf/Note_eco_n_139_avec_page_de_garde.pdf

<http://www.cgt.fr/Pour-une-fiscalite-des-entreprises.html>

<http://www.cgt.fr/Reconquerir-l-industrie-c-est.html>

Projets industriels de la CGT (voir fichier joint)

http://www.cgt.fr/IMG/pdf/fiche_5.pdf

http://www.cgt.fr/IMG/pdf/fiche_10.pdf

http://www.cgt.fr/IMG/pdf/fiche_33.pdf

http://www.cgt.fr/IMG/pdf/fiche_35.pdf

<http://www.cgt.fr/Reindustrialiser-c-est-perenniser.html>

SERVICE PUBLIC

POUR UN DÉVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE, INVESTIR DANS LES SERVICES PUBLICS

L'investissement dans des services publics de qualité et de proximité concourt au développement durable de notre pays. Cette analyse est partagée bien au-delà des rangs de la CGT. La qualité des services publics et des infrastructures françaises sont une des sources principales d'attractivité du pays et sa «compétitivité».

LES LOGIQUES À L'ŒUVRE

Chaque fois que l'État offre des exonérations sociales et fiscales aux entreprises, sans contreparties en termes d'emploi stable et de qualité, il se prive des recettes fiscales nécessaires au développement et à la modernisation du service public (30 milliards d'euros d'exonération).

Dans une logique de réduction de la dette et de la baisse des déficits publics, les services publics sont considérés comme une source potentielle d'économie.

Les politiques publiques menées (Modernisation

de l'action publique, Acte III de la décentralisation) sont imaginées à partir de la seule question du coût, et non celle de la réponse aux besoins.

L'organisation des services publics répond à une logique de spécialisation des territoires, contraire à un développement équilibré et harmonieux,

Le processus de libéralisation des services publics se poursuit en Europe et en France.

LA CGT PROPOSE

- Un moratoire sur toutes les réformes engagées dans l'attente de leur évaluation et d'un débat public associant usagers et personnels ;
- Développer l'emploi public pour répondre aux besoins sociaux et économiques ;
- Envisager la réappropriation publique de certaines missions en raison de leur utilité sociale ;
- Développer les services publics en réseau et la fonction publique pour garantir l'accessibilité et la qualité des services publics ;
- Revendiquer une directive cadre européenne des services publics selon les droits fondamentaux à garantir aux citoyens ;
- Mettre en œuvre une réforme des financements publics reposant sur la justice fiscale et la mise en place d'un pôle financier public.

POUR ALLER PLUS LOIN

http://www.cgt.fr/IMG/pdf/fiche_30.pdf

http://www.cgt.fr/IMG/pdf/fiche_34.pdf

http://www.cgt.fr/IMG/pdf/fiche_35.pdf

http://www.cgt.fr/IMG/pdf/fiche_29.pdf

http://www.cgt.fr/IMG/pdf/Note_134.pdf

http://www.cgt.fr/IMG/pdf/Pour-une-fiscalite-au-service_de_tous.pdf